

François TOLLOT Titulaire

Retraité des organisations agricoles Conseiller municipal délégué Conseiller communautaire Délégué (CUA) Domicilié à Alençon



Francine

BRIERE

Suppléante

Infirmière retraitée Militante associative Domiciliée à La Roche Mabile

2017, L'humain d'abord!

Dès le lendemain de son élection, M. Macron annonce déjà la mise en chantier de la loi travail, qu'il veut tailler sur mesure pour le grand patronat. Les élections législatives sont une première étape pour lui faire barrage.

La politique d'austérité engagée depuis une dizaine d'années, prévue d'être poursuivie par M. Macron, a montré son inefficacité tant pour l'emploi (6 millions de sans emploi), la justice sociale (9 millions de pauvres), la production industrielle (60% des produits manufacturés sont importés) que pour la dette publique (9% de plus de 2012 à 2016).

C'est le moment d'agir vite et fort.

La France ne souffre pas de trop de dépenses publiques mais d'un manque de recettes dû aux cadeaux fiscaux, aides diverses sans contrôle pour les plus riches et pour les grands groupes qui engrangent des profits, délocalisent , s'exilent...

Celles et ceux qui vivent de leur travail doivent être protégés contre les lois du profit.

Nous ne les laisserons pas casser le Code du Travail, la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, le statut de la fonction publique. Nous ne laisserons pas l'État entraver la libre administration des collectivités locales.

Oui, il faut réduire la durée du travail, mieux répartir les richesses, préserver la planète pour les générations futures.

Oui, il faut un revenu décent pour toutes et tous et notamment pour les plus démuni-es, cela relancera l'activité des commerces de proximité, de l'artisanat, des petites entreprises et créera de l'emploi sur notre territoire.

Oui, les agricultrices et agriculteurs doivent avoir des prix qui permettent de vivre de leur travail.

Oui, il nous faut des services publics utiles à la population, comme des hôpitaux de proximité, des centres de santé avec des médecins salariés, des transports avec entre autres le Paris Granville, une sécurité publique de proximité avec des moyens humains, des classes, à tous les niveaux, avec des effectifs allégés....

Le 23 Avril, au premier tour des élections présidentielles, Jean Luc Mélenchon, soutenu entre autres par le Parti Communiste, a obtenu dans l'orne 14,78% des suffrages (24 541 voix) et nationalement 19,58% des suffrages (plus de 7 millions de voix). Une espérance est née. Pour assurer ce renouveau à l'Assemblée Nationale, donnons-nous des parlementaires déterminé-es pour défendre le progrès social et l'humain d'abord.

Votons François TOLLOT / Francine BRIERE des militant-es rassembleurs et au cœur des luttes



L'humain d'abord, ce sont des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire: santé, transports, éducation, culture, sécurité, ...

- Fusionner les complémentaires avec la Sécurité Sociale et aller progressivement vers un remboursement à 100%
- ♦ Réduire les déserts médicaux: augmenter de 8000 à 11000 le nombre d'étudiant-es en médecine chaque année, aider à la création de centres de santé avec des médecins salarié-es
- Abroger les lois détruisant l'hôpital public de proximité
- Conserver le maillage ferroviaire et maintenir le Paris Granville et les correspondances avec Surdon
- Revenir à un service public de l'énergie.

L'humain d'abord, c'est la protection de la planète pour les générations futures

Investir dans la production d'énergies renouvelables, dans l'isolation thermique, le ferroutage

Produire et consommer autrement: préférer la sobriété au gaspillage, économiser les ressources naturelles , recycler, augmenter la durée de vie des appareils

Préserver la santé des professionnels et des consommateurs en interdisant les OGM, le glyphosate, les perturbateurs endocriniens

L'humain d'abord, c'est une Europe pour les peuples , pour la Paix et non pour la finance

Se donner les moyens pour aller rapidement vers l'harmonisation sociale et fiscale européenne

- Renégocier un nouveau traité européen , désobéir aux directives européennes qui entraînent la régression sociale , se retirer du traité du CETA et du projet de TAFTA.
- Se retirer de l'OTAN, ne pas augmenter le budget militaire
- Créer, sous l'égide de l'ONU, une organisation mondiale des migrations, soutenir les pays d'accueil, anticiper les migrations climatiques

L'humain d'abord, c'est un statut pour les jeunes, c'est davantage de démocratie.

 Mettre en place des élections à la proportionnelle , limiter le cumul des mandats, créer un statut de l'élu.e, parité femmes-hommes

-Instaurer une allocation d'autonomie de 800€ pour les 18 à 26 ans

-Gratuité des transports des collégiens et lycéens

-Revenir à la gratuité des études et renforcer l'accès au logement social

L'humain d'abord, c'est le maintien d'une agriculture paysanne.

Assurer un prix minimum garanti aux producteurs et encadrer les marges de la grande distribution

Limiter la concentration foncière et la dimension des élevages industriels, favoriser les surfaces en herbes, le BIO, les circuits courts

Maintenir l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel dans la région de Carrouges (IHCN)

VOTONS

François **TOLLOT** (titulaire)
Francine **BRIERE** (suppléante)

L'humain d'abord, c'est un travail et un revenu pour toutes et tous, c'est le partage des richesses, c'est prendre le pouvoir sur la finance.

-Réduire la durée du travail hebdomadaire(32h) et revenir à la retraite à 60 ans à taux plein pour une carrière complète

-Augmenter le SMIC pour le porter à 1700€ net d'ici 5 ans

-Investir dans des productions non délocalisables, dans la reconquête industrielle

-Donner des pouvoirs nouveaux aux salarié-es dans l'entreprise et

voter une loi contre les licenciements boursiers

-Réduire l'écart des salaires de 1 à 20, promouvoir l'égalité femmes-hommes, faciliter l'accès à l'emploi des personnes handicapé.e.s

-Abroger la loi travail

-Combattre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, taxer les transactions financières

-Rétablir un impôt progressif sur le revenu avec 14 tranches

-Créer un pôle public financier en nationalisant la BNP et la Société Générale

